

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 07 AVRIL 2003 N° 300

PRIX 0,60 Euros (4 F)



**HALTE A LA GUERRE DE
BRIGANDAGE IMPERIALISTE
CONTRE L'IRAK**

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E**é d i t o r i a l**

Page 2
Editorial

Page 3
Côte d'Ivoire: Un
nouveau gouvernement
au service des
privilégiés.

Page 5
Echos de Côte
d'Ivoire...

Page 9
Centrafrique: Une
dictature chasse
l'autre.

Page 10
Sénégal: La marche
arrière de Wade sur
un accord honteux
avec la Suisse.

Page 12
Immigration: Sarkozy
multiplie les expul-
sions par charters.

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an: 13 Euros (85 F)

Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en
coupons-réponses
internationaux.

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

**HALTE A LA GUERRE DE
BRIGANDAGE IMPERIALISTE
CONTRE L'IRAK**

Depuis le déclenchement de l'offensive anglo-américaine sur l'Irak, la population de ce pays subit un véritable déluge de feu qui n'épargne personne. Des missiles sont tombés sur des marchés, des habitations voire sur une maternité, faisant de nombreuses victimes parmi les civils. C'est de cette manière que George Bush et Tony Blair prétendent "libérer" le peuple irakien de la dictature de Saddam Hussein. Ce qui est sûr en tout cas, c'est que leurs soldats n'ont pas été accueillis dans les grandes villes irakiennes comme des "libérateurs" à tel point qu'ils ont été obligés de les contourner afin d'éviter de se retrouver face à face avec des populations qui ne montraient aucune sympathie à leur égard.

L'objectif des dirigeants impérialistes n'a en effet rien à voir avec une quelconque instauration d'un régime plus démocratique en Irak. La dictature de Saddam ne les a jamais gênés tant que celle-ci leur rendait service, notamment quand celui-ci s'opposait militairement à l'Iran des Ayatollahs. Les pays impérialistes armaient alors Saddam Hussein en lui fournissant des avions, des chars, des armes chimiques et toutes sortes d'armes dites de "destruction massive" qui leur servent aujourd'hui de prétexte pour bombarder ce régime jadis "ami". C'est avec ces mêmes armes et sous les yeux complices des dirigeants occidentaux que Saddam massacrait hier le peuple kurde et les Chiites du sud de l'Irak auxquels Bush et Blair promettent aujourd'hui la liberté s'ils se révoltent contre le régime de Saddam. Personne ne peut en effet croire que ce qui préoccupe les dirigeants des grandes puissances, c'est le sort des peuples soumis à la dictature dans cette région du monde car ces mêmes dirigeants sont en même temps les plus sûrs soutiens de ces monarchies pétrolières qui règnent sur leurs peuples comme au temps du moyen âge.

La véritable motivation des dirigeants impérialistes n'est rien d'autre que leur volonté d'avoir la mainmise sur les richesses pétrolières. Ils ne tolèrent pas qu'un régime tel que celui de Saddam ait une quelconque velléité d'échapper à leurs diktats. Un dictateur à la tête de l'Etat ne

leur suffit pas. Encore faut-il qu'il leur soit docile.

Il ne s'agit pas ici, comme le laissent croire certains nationalistes musulmans, d'une guerre opposant d'un côté les "musulmans" et de l'autre les "occidentaux", car y compris dans ces pays occidentaux il y a des millions de personnes qui s'opposent à cette sale guerre et qui le montrent à chaque fois lors de manifestations de rue. Mais en prétendant agir au nom des principes de la "liberté" et du "droit" les dirigeants impérialistes rendent complices l'ensemble des populations des pays riches qui n'ont rien à gagner dans cette guerre, mais bien au contraire beaucoup à perdre. Car les milliards de dollars que va coûter cette guerre seront prélevés sur les contribuables. Ce ne sont ni

les généraux ni les dirigeants des Etats impérialistes, ni les gros actionnaires des trusts pétroliers qui viendront risquer leur vie pour leurs intérêts mais des soldats issus des couches populaires dont certains ont déjà perdu la vie dans cette guerre de rapine.

Il s'agit en effet d'une guerre de brigandage impérialiste dans la longue suite de toutes celles menées dans cette région depuis le début du siècle dernier. L'exploitation, le pillage, l'oppression et la guerre font partie de la logique du système capitaliste. C'est un système barbare et inhumain qui fait subir sa barbarie et ses guerres à l'ensemble des peuples, y compris à ceux des pays riches. Cette guerre illustre une fois de plus à quel point il est urgent de mettre fin à ce système capitaliste.

COTE D'IVOIRE

UN NOUVEAU GOUVERNEMENT AU SERVICE DES PRIVILEGES

Ça y est, le suspens du "viendront-ils, ne viendront-ils pas" est terminé. Tous les ministres ou presque ont enfin pu être réunis à leur conseil à Yamoussoukro le 3 avril autour d'une même table. Ils se sont serré la main, des paroles aimables ont été échangées ainsi que des pardons mutuels. Le tout sous les regards attendris de leurs géniteurs ou parrains. Il s'agit du représentant de l'impérialisme français et de quelques dictateurs des pays voisins qui ont effectué le voyage pour le baptême de leur nouveau-né.

Ils ont posé ensemble pour une grande photo de famille. Les journaux et les télévisions nationales et internationales ont couvert cet événement que les organisateurs ont voulu solennel. Ils ont voulu faire croire par un signal fort que le nouveau gouvernement va oeuvrer dans l'intérêt de toute la communauté.

Mais la communauté dont ils font référence, celle dont les intérêts leur tiennent le plus à coeur, est celle des bailleurs de fonds. Ils appellent ça "communauté internationale". Ils sont en train de mener une opération de charme, loyalistes et rebelles unis, pour séduire les banquiers, les trusts industriels ainsi que tous ceux qui détiennent les richesses sous forme de capitaux.

La crise ivoirienne, la coupure virtuelle du pays en deux voire en trois ou quatre parties en conflit, sans administration au Nord, a fait beaucoup de dégâts depuis un semestre que cela dure.

Pour les grands groupes, cette situation n'est pas celle qu'ils préfèrent le plus. Leurs activités n'ont pas cessé loin de là. Les représentants du groupe Bolloré qui gère les trafics portuaires et le

chargement des bateaux ont déclaré avoir réussi à s'adapter tant bien que mal à cette situation. Mais les activités économiques sont fortement ralenties. Cela entraîne par voie de conséquence un sérieux manque à gagner pour une multitude de sous-traitants. Un certain nombre d'acteurs économiques c'est-à-dire des patrons ont profité de l'occasion pour "dégraissier" leurs effectifs c'est-à-dire jeter des travailleurs à la rue afin de sauvegarder leurs bénéfices. Ils avaient comme excuse la situation politique incertaine.

Maintenant le nouveau gouvernement est presque au complet. La gestation fut longue puisqu'il a fallu de longs mois au tandem Gbagbo/Diarra avant d'accoucher; trois semaines de contractions et de douleur en fin de grossesse.

"Bienvenue en enfer, bienvenue dans ce monde impitoyable" a déclaré Gbagbo en guise d'accueil. Si ce que vivent les gens du pouvoir dans leurs palais confortables est un enfer et un monde impitoyable, comment Gbagbo qualifierait-il ce que subissent les travailleurs presque tous embourbés dans une existence insoutenable ? Même en temps "normal" c'est-à-dire depuis plusieurs années pendant que les patrons s'enrichissaient, les conditions de travail et le niveau de vie des travailleurs n'ont cessé de dégringoler. Mais depuis cette crise dans l'appareil d'Etat, le chômage a frappé avec une brutalité sans précédent. Même les indemnités de licenciement et les arriérés de salaires pourtant dus, ne sont pas réglés par certaines entreprises qui ont pignon sur rue. Elles agissent en toute illégalité. Lorsque des travailleurs protestent, policiers et gendarmes sont prompts à venir à la rescousse des patrons sans scrupule pour peu que ceux-ci font appel à leurs services. Les travailleurs même en activité n'ont d'autre ressource que le maigre salaire procuré par la vente de leur

force de travail. Celui-ci dégringole en permanence dans le même temps que les conditions de travail et de transport se dégradent. Les autobus de la Sotra sont peu fréquents. Ceux qui roulent encore sont devenus de véritables épaves ambulantes surchargées et dangereuses. De nombreux travailleurs ont à leur charge le poids que représentent tous ceux, familles ou proches, qui ont dû fuir les zones de combats, blessés, malades, affamés ou le tout à la fois. Oui ce monde est impitoyable à l'égard des gens pauvres, travailleurs en activité, chômeurs ou petits paysans. Mais ce n'est pas de ce monde-là que parle Gbagbo.

"Si le gouvernement a trois mois de fonctionnement normal le traumatisme sera résorbé, c'est le pari que je tiens" a déclaré Gbagbo. Autant dire que derrière la façade unitaire et les courbettes de circonstance entre tous ces gens, les poignards ne sont pas vraiment rangés dans les fourreaux. Il suffit de peu, s'ils estiment qu'ils peuvent en tirer profit eux-mêmes et leur clan, pour que dans un camp comme dans l'autre tous ces gens se mettent à en faire usage quitte à mettre à nouveau à feu et à sang tout le pays.

"Je demande aux Ivoiriens de se mettre au-dessus de leurs divergences" a lancé à son tour Guillaume Soro le ministre issu des rebelles. L'union sacrée est ainsi affichée au sommet. Mais sur quelle politique tous ces gens se disent-ils être d'accord ? Que peuvent attendre les couches pauvres de la part du nouveau bébé ? Même tout jeune le petit d'un crocodile ne peut pas faire le bonheur des poissons dans la mare. Eh bien il appartient au travailleurs de considérer ce nouveau gouvernement pour celui qu'il est réellement c'est-à-dire celui des exploités. Les travailleurs n'obtiendront de lui que ce qu'ils sauront arracher par leur organisation et par leurs luttes.

ECHOS DE COTE D'IVOIRE

ILS PARLENT DE PAIX ILS PREPARENT LA GUERRE!

Gbagbo et les rebelles se moquent des populations. Ils font semblant de sceller la paix, tout en préparant la guerre. Ainsi du côté des rebelles, on parle de 292 commandos formés pour faire la guerre et l'on tient des propos du genre "on ne sait pourquoi vous êtes pressés, il y a des sorties de crise qui durent 7 ans" ou encore "on cueillera Gbagbo dans deux mois".

Dans la zone gouvernementale, ce n'est pas mieux. Outre les déclarations incendiaires des Eugène Djué et autres, il y a des milices de jeunes qui se font appeler "armée de libération nationale", qui s'entraînent au vu et au su de tout le monde à Yopougon sous l'œil de militaires. Une affiche appelait

même à se faire enrôler. Aujourd'hui, des rumeurs sur la présence de mercenaires sud-africains à Abidjan se font persistantes.

C'est un climat propice à la guerre. Guerre qui peut-être arrange rebelles et gouvernement, mais sûrement pas les populations. Car ce sont, eux les pauvres, les premières victimes des armes, par les nombreux morts que cette guerre a déjà fait mais aussi par le chômage qui les frappe rendant plus difficile leurs conditions d'existence.

C'est aux populations de dire non à ces massacreurs qui ne sont préoccupés que par le pouvoir et qui n'ont que faire de la souffrance et de la mort qu'ils sèment. Donc, non à la guerre!

CES POLITICIENS BOURGEOIS TOUS DES ASSASSINS EN PUISSANCE!

A la première réunion du "conseil national de sécurité", une structure sensée être créée pour désigner les portefeuilles de la "défense" et de la "sécurité", le général Gaston Ouassénan Koné a été proposé pour le ministère de la Défense. Mais le FPI et PIT s'y sont opposés pour des raisons propres à eux.

Rappelons pour mémoire qui est ce monsieur. Soldat zélé, le sieur Koné s'est illustré dans le massacre de 4000 Guébié sur ordre de l'ancien président Houphouët Boigny. Il est connu aussi pour les nombreuses exactions commises sur des civils. Il est aujourd'hui, soit dit en passant, président du groupe parlementaire PDCI à l'assemblée Nationale.

Les partis politiques ainsi que les rebelles qui l'ont soutenu pour

occuper ce poste prouvent par-là même, oh combien, ils se ressemblent et sont capables de commettre les mêmes crimes.

Et si Gbagbo, pour le FPI, s'en est démarqué, ce n'est certainement pas à cause de quelques états d'âme. C'est bien plus pour des raisons électoralistes dans son propre bastion : comment lui un Bété peut accepter dans son gouvernement celui-là même qui a massacré des populations entières de cette région? Autrement, Gbagbo est bien placé pour savoir, justement, que le poste de ministre de la défense est un poste approprié pour un assassin de l'acabit d'un Ouassénan. D'ailleurs, Gbagbo a opposé un refus poli, prétextant tout juste que le poste ne pouvait pas lui être attribué parce que le PDCI se retrouverait avec des ministres dépassant le quota prévu pour eux!

ECHOS DE COTE D'IVOIRE

INTERDICTION DES MARCHES ET MANIFESTATIONS PUBLIQUES UNE MESURE ANTIDÉMOCRATIQUE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Depuis le 28 mars dernier, la présidence de la république, par la bouche de son secrétaire, a interdit toutes manifestations publiques.

Cette mesure prise unilatéralement par l'Etat, est antidémocratique car elle vise toutes manifestations sans exception. Cela signifie tout simplement que les travailleurs n'ont plus le droit de revendiquer, de manifester leur colère contre l'exploitation. En temps normal déjà, quand les travailleurs revendiquent, les forces de l'ordre

au service de l'Etat et donc de la bourgeoisie ne leur laissent aucune occasion sous prétexte qu'ils créent du désordre. Si à cette mesure déjà répressive s'ajoutent d'autres mesures officiellement prises par l'Etat, les travailleurs sont avertis pour ce qui les attend dans la période appelée "l'après guerre". Cette décision est tellement en faveur des patrons que deux jours après sa promulgation, leurs représentants se sont rendus chez le Premier ministre et son gouvernement pour les remercier de cette bonne nouvelle.

LE MASSACRE DES POPULATIONS WÊ LA DÉMAGOGIE DES POLITICIENS A COTE DE LA TRISTE RÉALITÉ

Depuis l'avènement d'un nouveau front de la rébellion dans l'Ouest du pays, le groupe Wê composé de deux ethnies, les Guéré et les Wobé subissent des atrocités commises par des rebelles dont la plupart sont des miliciens recrutés au Libéria, ce pays voisin de la Côte d'Ivoire déchiré par une guerre civile depuis 1990.

Ces rebelles s'adonnent à toutes sortes de sévices sur des populations civiles en particulier des paysans pauvres. Ainsi, les différents organes de presse font état des milliers de morts. Ce que par contre ces journaux ne disent pas, c'est aussi le bilan des bombardements effectués par les hélicoptères du gouvernement. Ces bombardements, tout comme les assassinats des rebelles, ont fait des victimes et semé la désolation dans cette partie du pays. Une ville comme Bloléquin a été plusieurs

fois pilonnée par les MI 24, faisant des morts et des blessés. Le dernier des massacres qui a fait couler beaucoup d'encre et donné matière à la démagogie des politiciens, est celui de Bangolo effectué par des jeunes Guéré originaires de la région et des Libériens recrutés pour la circonstance. Les rebelles et le gouvernement se sont jeté la pierre déclinant toute responsabilité dans ces massacres. Quoi qu'il en soit, que ces jeunes soient recrutés par les FANCI (Forces armées nationales de Côte d'Ivoire) comme le disent les rebelles ou, des "volontaires", ils ont, tout comme les rebelles et les MI 24 du gouvernement, massacré des pauvres civiles sans défense qu'ils soient Guéré, Wobé, Yacouba ou Dioula.

Les politiciens viennent de jeter ainsi une division profonde entre des peuples qui vivaient, cohabitaient ensemble.

ECHOS DE COTE D'IVOIRE

MASSACRE À BANGOLO

Les tueries de Bangolo, qui s'étaient soldées par la mort de 200 personnes au mois de mars dernier, avaient suscité beaucoup de polémiques : qui sont les auteurs de ces massacres? Plus d'une centaine de jeunes, soupçonnés d'être parmi les auteurs de ces tueries, avaient été arrêtés par les forces françaises. Ils avaient été alors désignés comme des supplétifs libériens combattant pour le compte des FANCI (Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire). Le ministre de la défense d'alors avait nié ce fait, disant ne pas reconnaître les auteurs des horreurs de Bangolo.

Un mois à peine après ces

crimes, tous les médias proches du gouvernement font campagne pour présenter ces assassins comme des héros. Le 26 mars dernier une marche cautionnée par le pouvoir en place, a même été organisée pour réclamer leur libération. Si le pouvoir en place n'est pas gêné de se mouiller pour des criminels qui ont massacré 200 victimes pour la plupart des civils, cela montre sa vraie nature.

Dans la crise que traverse la Côte d'Ivoire, il est difficile de différencier rebelles et loyalistes. Les uns et les autres sont aussi méprisants envers la vie des populations pauvres!

TÉMOIGNAGE D'UN INSTITUTEUR VENU DES ZONES ASSIEGÉES.

"J'étais instituteur dans un village baoulé dans la sous-préfecture de Bouaké. Quand la guerre a été déclenchée, j'ai fui pour aller avec ma famille à Man, surtout dans un village de la sous-préfecture de Biankouma. Un mois après notre arrivée, un nouveau front s'est ouvert à l'Ouest avec la présence de deux groupes de rébellions.

Dans chaque village, la rébellion a demandé aux jeunes de faire leur propre sécurité. C'est ainsi que des jeunes recrutés et formés sur le tas, font des barrages de fortune à chaque entrée des villages. Ce sont ces jeunes qui, quelque fois sous l'effet de la drogue, sévissent dans les villages. Munis pour la plupart de fusils de fabrication artisanale et de pistolets pour leurs chefs, ils menacent tout le monde de passage. N'étant pas payés pour le travail qu'ils font nuit et jour, ils volent impunément, accusent gratuitement des gens de vol ou de vente de stupéfiants pour leur soutirer de l'argent ou du bétail. La population

terrorisée par la gâchette facile des chefs rebelles qui ne tardent pas à tuer pour un oui ou un non, se laisse exproprier par leurs propres enfants devenus ainsi rebelles car c'est comme cela qu'ils s'appellent. Au début de la rébellion, c'était une folie. Ils contrôlaient leurs propres parents qui sortaient du village pour se rendre aux champs ou qui en revenaient. Une fois à ces barrages de fortune, celui qui n'est pas muni de ses pièces d'identité, n'est pas autorisé à aller au champ ou à rentrer dans le village. L'exemple le plus hallucinant s'est passé dans un village à l'Ouest de Biankouma entre deux jeunes frères de même père et mère. Le grand frère, recruté pour la sécurité, demanda un matin les pièces de son petit frère à la sortie du village. Le petit frère étonné du comportement de son grand frère, a demandé à ce dernier s'il devenait fou. Pour toute réponse, il a demandé aux autres membres de sécurité de faire faire des pompes à son petit avant de lui intimer l'ordre de retourner au village.

C'est aujourd'hui cette bande et désolation parmi leurs propres armée incontrôlée qui sème terreur parents."

ECHOS DE COTE D'IVOIRE

ABIDJAN : LA POLICE TUE EN TOUTE IMPUNITE

Avec l'instauration du couvre feu, c'est le prétexte tout trouvé pour les "forces de l'ordre" de commettre des crimes en toute impunité. Mais, Il faut la mort d'un Camara H ou d'un ambassadeur saoudien pour que les journaux en parlent.

Mais combien de personnes tuées par balles meurent dans l'anonymat? Il y a deux semaines, un jeune habitant de Treichville, atteint de

paludisme neurologique, est sorti de la maison pour ne plus y revenir. Les recherches pour le retrouver restent vaines pendant une semaine. Jusqu'à ce que son corps soit retrouvé dans la lagune, en même temps que d'autres corps. Ils étaient tous criblés de balles.

Les exactions continuent de plus belle en zone gouvernementale sans qu'aucun journal n'en parle. Et ces morts sont légion!

GBAGBO, EN PAROLE DU COTE DES PAUVRES MAIS EN ACTE C'EST LE CONTRAIRE

Dans un récent entretien avec un journaliste Gbagbo essaie d'expliquer à qui veut l'entendre que si certains veulent l'empêcher de gouverner en rond c'est à cause de ses "idées novatrices" notamment en matière politique et sociale. "Mon ambition depuis le début, dit-il, c'est de ne pas laisser les pauvres sur le bord du chemin". Mais si jusqu'ici ses projets n'ont pu voir le jour c'est parce que son gouvernement aurait été empêché par les rebelles au moment où il allait "s'attaquer aux causes profondes des inégalités". Il cite

en exemple celui de l'Assurance maladie universelle qui n'a jamais vu le jour. Il voudrait donc qu'on le juge sur la base de ses seules bonnes intentions ! Mais il faut avoir une sacrée dose de naïveté pour le croire sur parole. Ce qu'on peut constater en revanche c'est qu'en plus de deux années de pouvoir du FPI, le niveau de vie des classes populaires n'a cessé de baisser tandis que les couches les plus riches n'ont cessé d'accroître leurs richesses. C'est dire que les choses vont dans le même sens que sous le règne du PDCI avec la situation de guerre et ses conséquences en plus.

LA MISÈRE DES TRAVAILLEURS NE FAIT QUE S'ACCROÎTRE

Le quotidien "24 heures" du 02 avril qui a consacré un reportage sur les zones industrielles de Yopougon et Koumassi montre à quel point les patrons ont accentué l'exploitation des travailleurs.

Par exemple, telle entreprise de fabrication de mèche qui employait 600 travailleurs s'est débarrassée de 500 d'entre eux pour

ne garder que 100 et, sur les 100, c'est seulement 25 qui travaillent régulièrement. Les 500 mis au chômage technique n'ont bénéficié d'aucune mesure d'accompagnement. Ils sont livrés à eux-mêmes aujourd'hui, faisant la queue chaque matin devant l'usine dans l'espoir de trouver quelque chose à faire ou d'être rappelés à leur fonction.

Quant aux heures de travail

dans ces zones industrielles, à cause du couvre feu, elles ont subi des modifications. Au lieu de 8 heures, nombreux travailleurs ne peuvent effectuer que 4 heures seulement. Ils sont payés aussi pour 4 heures de travail et non 8 heures, même si le travailleur est un embauché. Par contre, les patrons de ces différentes entreprises ont

augmenté la cadence du travail, ce qui leur permet de récupérer à la fin des 4 heures, un rendement équivalent celui de 8 heures d'antan. Les conditions de travail rappellent l'esclavagisme et tout cela, pour un salaire de manoeuvre, 322 FCFA/H soit 2576 F pour 8 heures de travail. Aujourd'hui, ils ne reçoivent que la moitié de cette misérable somme pour les 4 heures.

SCANDALE SUR LE SANG CONTAMINE
DANS LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE, LE PROFIT
A PLUS DE VALEUR QUE L'HOMME!

A la faveur de la guerre, le Centre National de Transfusion Sanguine a lancé une vaste campagne de don de sang à laquelle la population a répondu nombreuse. Les poches de sang collectées devaient être réparties entre tous les centres de santé pour soigner gratuitement la population.

Evidemment, ce sang qui devait sauver des vies humaines fait l'objet d'un trafic ignoble. Ainsi le sang sécurisé (garantie sans Sida) est vendu à 300.000 FCFA dans les cliniques privées et 8.000 FCFA pour le sang "non sécurisé", avec risque d'attraper le Sida!

Autant dire que dans les hôpitaux publics, on ne trouve pas le sang dit "sécurisé". D'ailleurs, le trafic est tel qu'on ne trouve pas de sang du tout, sauf en payant des bakchich. Que ce trafic existe,

n'est pas chose étonnante en soi quand on sait que dans ce pays tout se trafique et tout se détourne, du moment qu'il y a de l'argent au bout! Si ces trafiquants sont des salauds, voire, peut-être des criminels, les pouvoirs publics, ceux qui gouvernent ce pays, eux, oui, sont bien des criminels pour oser transfuser du sang "non sécurisé" aux populations, sous prétexte que le sang "sécurisé" demande beaucoup d'argent. Quand il s'agit d'acheter des armes de guerre pour préserver leur pouvoir, là, oui, ces messieurs, trouvent l'argent qu'il faut. Mais quand il s'agit de soigner les populations qui n'ont pas les moyens, là, ça devient un problème. Et ce sont ceux-là même, ensuite, qui viendront se vanter de l'AMU, leur fameuse Assurance Maladie Universelle! Faire de la propagande pour essayer de tromper les gens, c'est tout ce qu'ils savent faire!

CENTRAFRIQUE

UNE DICTATURE CHASSE UNE AUTRE

Après deux tentatives de coup d'Etat qui ont échoué, le général Bozizé a enfin réussi, la troisième fois, à renverser le pouvoir de Félix Ange Patassé. Abel Goumba désigné comme Premier ministre vient de former son gouvernement.

Cette victoire de Bozizé n'a été possible que grâce à l'appui de

2 000 hommes dépêchés à Bangui par Idriss Déby et le soutien tacite du gouvernement français. Cette fois la garde rapprochée composée de 200 soldats libyens fortement armés n'était pas là pour soutenir Patassé. Kadhafi l'a rappelée à Tripoli bien avant cette dernière attaque. De même les troupes

rebelles congolaises de Jean Pierre



Patassé décorant son ex-chef
d'Etat major Bozizé

Bemba qui, par deux fois avaient repoussé l'offensive de Bozizé n'étaient pas intervenues tout comme la centaine de soldats gabonais pourtant présente à Bangui dans le cadre de la CEMAC (Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale), et censé assurer la protection de l'ancien président déchu. Ce qui fait que les troupes de Bozizé n'avaient rencontré aucune résistance lors de la prise de Bangui. Quant aux soldats centrafricains dont certains étaient demeurés fidèles à leur ancien chef d'Etat major Bozizé, la plupart mal payés, et de surcroît très irrégulièrement, avaient déserté les

rangs bien avant l'offensive des rebelles. Dans la confusion qui s'en est suivie, certaines résidences des dignitaires déchus étaient pillées, ainsi que celles des ressortissants français; de grands magasins étaient pris d'assaut par la foule et dévastés.

Rappelons que Bozizé, après ses deux échecs pour s'emparer du pouvoir, s'était réfugié au Tchad. Après un court séjour en France, il avait regagné Sarh au sud du Tchad. Patassé avait officiellement demandé à Déby l'extradition de son ancien chef d'Etat major de l'armée centrafricaine. Refus de Déby, ce qui, à l'époque avait créé une tension entre les deux pays.

Pour l'heure, Bozizé s'est autoproclamé président pour assurer une "transition" dont la durée n'a pas été précisée. Mais c'est un provisoire qui risque de durer, vu la soif de pouvoir des nouveaux dirigeants, en particulier de Bozizé.

Ce qui est sûr, c'est que le nouveau régime, celui des hommes en kaki, fera la même politique que celui des civils, c'est-à-dire une politique aux service des grands trusts qui pillent les richesses de l'Afrique depuis des décennies, et des riches, nationaux comme internationaux. Quant aux populations centrafricaines, elles vont subir la même dictature, militaire cette fois.

SENEGAL

LA MARCHE ARRIERE DE WADE SUR UN ACCORD HONTEUX AVEC LA SUISSE

Le 3 mars dernier, Abdoulaye Wade a annulé l'accord qu'il avait signé deux mois plus tôt avec le gouvernement suisse dans le but d'accepter sur le sol sénégalais tous les immigrants ouest-africains jugés indésirables en Suisse. Cet

accord dit de "transit" présenté alors par Wade comme un geste "humanitaire" à l'égard des ressortissants africains refoulés de la Suisse n'était en réalité rien d'autre qu'une opération de basse police que le gouvernement

sénégalais s'apprêtait à offrir aux autorités suisses moyennant espèces sonnantes. Selon cet accord la Suisse pouvait renvoyer vers le Sénégal ses sans-papiers et ses déboutés du droit d'asile et ce sont les autorités sénégalaises qui devaient faire le tri et enquêter sur chacun pour le renvoyer vers son pays d'origine.

Mais ce à quoi ne s'attendait peut-être pas Wade c'est la réaction d'indignation que son geste faussement humanitaire allait provoquer à Dakar, notamment au sein des associations de défense des droits humains. Tout le monde a en effet vu qu'il s'agissait-là d'une complicité du gouvernement sénégalais dans la lutte que les pays européens mènent contre l'immigration clandestine, et dans leur politique de restriction du droit d'asile. Le gouvernement sénégalais a tenté de se justifier en déclarant notamment qu'il n'y avait aucune contrepartie financière dans cet accord. Mais ce n'était que

pure hypocrisie et il n'a convaincu personne. Le mécontentement et l'indignation furent d'autant plus renforcés qu'au début du mois de mars le premier charter de la honte affrété par Sarkozy atterrissait à Dakar avec 24 Sénégalais et 30 Ivoiriens en transit vers Abidjan. Beaucoup de personnes se demandent à juste titre si un accord similaire n'a pas été conclu avec Sarkozy.

Face à ce début de mobilisation qui pouvait faire tache d'huile, Wade a choisi de faire marche arrière en renonçant publiquement à l'accord signé avec la Suisse. Mais il n'est pas dit qu'il ne continuera pas discrètement à faire ce sale travail que lui demanderont les dirigeants des pays riches pour expulser les travailleurs immigrés non régularisés. En agissant de la sorte il montre qu'il n'est qu'un valet du système capitaliste qui exploite, pille et pousse des millions de personnes à l'exil pour ne pas crever de faim chez elles.

SÉNÉGAL

TOUBA : UN ABRI IDÉAL POUR LES RICHES HORS LA LOI

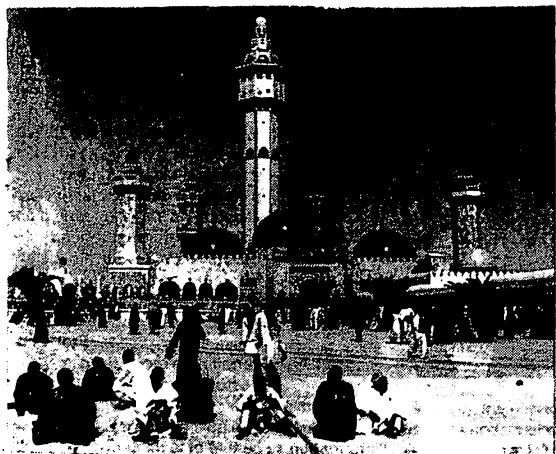
Depuis 1999 une affaire traînait dans la haute cour de justice du Sénégal. A cette époque un riche marabout, Khadim Bouso, a été condamné pour banqueroute frauduleuse dans une affaire l'opposant à la BICIS (Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Sénégal). Cette banque est une filiale de la BNP (Banque nationale de Paris). Cette dernière n'a pas du tout envie de se laisser gruger, et elle ne manque pas de moyens de pression.

Quant à ce riche marabout hors la loi, il a trouvé refuge à Touba, capitale de la confrérie des mourides. En fait il est plus homme d'affaires qu'un simple religieux. En effet lorsque des hommes

d'affaires hors la loi ou des délinquants du droit commun sont poursuivis, ils se mettent sous la protection de leur marabout à Touba. Et dans cette ville c'est la haute autorité religieuse qui commande. La police, la gendarmerie et l'administration judiciaire n'exercent aucun pouvoir. Cette espèce d'immunité territoriale existe et perdure depuis l'indépendance. Et de ce fait la justice cesse en général de poursuivre une personne condamnée qui se réfugie à Touba.

Le chef religieux de Touba, le Khalife, est tellement important que tous les dirigeants politiques du pays ont tout intérêt à être en accord avec lui. Le Khalife a non

seulement une autorité religieuse et sociale mais aussi une autorité économique et politique. Touba est au centre de la zone de production



Grande mosquée de Touba

d'arachide et les paysans cultivateurs sont pour la majorité des mourides qui travaillent pour des marabouts vivant dans cette région. La plupart des jeunes sont des "talibés" au service du marabout. En échange de multiples servitudes, ils reçoivent un peu de nourriture et un abri. Ils apprennent le Coran.

Dans cette région la population suit les conseils et les directives

du Khalife, surtout lors des élections. C'est pour cela que les hommes politiques préfèrent avoir ces chefs religieux avec eux que contre eux. C'est le cas de tous les présidents du Sénégal, y compris Wade.

Pour ce qui concerne le marabout et homme d'affaires Khadim Bousso, il a été condamné à payer 2 milliards de F C.F.A. à la banque depuis mai 2002. Et jusqu'à présent le procureur de la République ne s'est pas démené pour faire appliquer la sentence. Mais la BNP, une des plus grandes banques de l'impérialisme français, a fait pression sur le gouvernement sénégalais. C'est ainsi que Wade, pourtant membre de la confrérie mouride, a été obligé de faire des arrangements avec les chefs religieux de Touba pour que ceux-ci acceptent de livrer Khadim Bousso à la justice. Mais au lieu d'aller directement en prison, on l'a amené dans un pavillon spécial pour des détenus malades ayant besoin de soin.

C'est sûr, cet homme d'affaires va s'en tirer à bon compte, ce n'est pas un petit voleur de marché de Dakar. Il ne risque pas de pourrir en prison.

IMMIGRATION

SARKOZY ANNONCE QU'IL VA MULTIPLIER LES EXPULSIONS PAR CHARTERS

Sarkozy, le ministre de l'Intérieur a déclaré le 26 mars dernier à l'assemblée nationale que son gouvernement va multiplier et accélérer les retours des étrangers en situation irrégulière par vols groupés (charters). Il a dit, entre autres : "C'est dorénavant toutes les semaines que des vols de ce type seront engagés".

En effet, depuis un mois plus de 270 sans-papiers retenus en zone d'attente de l'aéroport de Roissy

ont été expulsés dans des conditions indignes vers leur pays d'origine au mépris du respect des règles élémentaires du droit d'accueil international.

Le 3 mars, un avion spécialement affrété par le gouvernement français a permis d'expulser sans ménagement, vers Dakar, 47 Sénégalais et 8 Maliens. Le 20 mars, une autre expulsion par charter également vers Abidjan et Dakar emportait 30 Ivoiriens et

24 Sénégalais. Le 24 mars, un



Arrivée d'un charter
à Abidjan

troisième charter partait pour Abidjan et Dakar, avec d'autres sans-papiers à son bord : 55 Ivoiriens et 10 Sénégalais. Le 27 mars, un vol affrété par l'Espagne pour reconduire à Bucarest 37 Roumains a fait escale à Paris pour embarquer 20 autres. Et tout dernièrement, le 5 avril, un nouveau charter est parti de Roissy avec à son bord 33 Ivoiriens et 28 Sénégalais.

Pour les deux premiers charters, des organisations politiques et des associations avaient dénoncé les conditions inhumaines de ces expulsions et l'illégalité dans lesquelles ces opérations étaient menées : personnes menottées ou bâillonnées avec du ruban adhésif, maltraitance, etc. Aussi, pour la troisième expulsion en direction d'Abidjan et

Dakar le gouvernement avait procédé à une mise en scène destinée à tromper la galerie. Il a filmé ce charter pour faire croire que, contrairement aux critiques, ces sans-papiers renvoyés en Afrique étaient bien traités et leurs droits respectés, conformément aux règlements internationaux d'accueil des étrangers. Pour bien montrer que ces expulsions étaient bien légales, le gouvernement avait même pris soin d'embarquer à bord, lors de l'expulsion du 24 mars un "médiateur" de son choix et un représentant de la Croix rouge.

Ce n'est pas ce film truqué, un véritable simulacre qui va nous faire croire que la police, gangrenée par des policiers racistes, des nervis partisans des idées de Le Pen respecte les Immigrés sans-papiers et ne les maltraite pas. Récemment, un Ethiopien et un Argentin qui se trouvaient entre les mains de la police des frontières, à Roissy, avaient trouvé la mort. Le ministre de l'Intérieur s'est empressé de parler de mort naturelle à la suite d'une crise cardiaque. Mais tout le monde sait qu'il y avait autre chose et jusqu'à présent l'enquête sur ces morts piétine.

Le seul moyen qu'ont les travailleurs sans-papiers à faire respecter leurs droits les plus élémentaires, c'est la lutte avec le soutien des organisations politiques françaises ainsi que les associations.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.